(05.10.2009)

05/10/2009 à 0h05



► Les Eurocrates souhaitent espionner votre épargne et vos salaires

Bruxelles veut que les pays de l'Union Européenne donnent le droit à ses fonctionnaires de fouiner dans les affaires financières de millions de personnes. Bill Cash membre du Parlement anglais, président du groupe de réflexion European Foundation, a déclaré : " Ce nouveau changement dans la législation européenne constitue une réelle menace pour chaque contribuable. C'est un signe qui indique que les citoyens vivent dans un état de surveillance non démocratique où des informations personnelles sont communiquées, sans leur consentement, aux autres États membres." Sunday Express

► Crise alimentaire: la faim regagne du terrain

A la flambée des prix alimentaires du printemps 2008 a succédé la crise économique, dont les effets se sont rapidement propagés dans les pays du Sud. Résultat: les (minces) progrès des années passées sont effacés. Le monde compte à présent un milliard d'affamés, cent millions de plus que l'an dernier. Nourrir le monde, aujourd'hui comme demain, est pourtant possible. A condition de réorienter profondément les politiques publiques vers le secteur agricole. Là-bas et ici. A défaut, la fracture alimentaire mondiale pourrait bien redevenir rapidement explosive. Alternatives Économiques

► Londres et Paris vont accorder 4 milliards de dollars aux pays pauvres

La Grande-Bretagne et la France ont annoncé samedi à Istanbul avoir décidé d'accorder quatre milliards de dollars en faveur des pays pauvres. "C'est un montant réduit en comparaison des besoins qui sont plus proches de 17 milliards de dollars", a déclaré devant la presse la ministre française de l'Économie Christine Lagarde. AGEFI

► Japon: réorientation de la croissance vers la demande intérieure

Le gouvernement japonais va réorienter la croissance du pays vers la demande intérieure plutôt que vers l'exportation. "L'économie va être tirée par la demande intérieure", a affirmé M. Fujii lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion du G7. "Comparée à d'autres pays la position budgétaire japonaise est très mauvaise, on ne peut pas le nier. Il faut que nous éliminions les risques. Nous sommes à un point critique. J'espère qu'à l'avenir nous allons travailler pour le bien de la reprise économique d'un point de vue mondial", a-t-il poursuivi. AFP